

**PÉTROLE**

# «Un prix du baril de plus en plus imprévisible»

Pour que le budget soit en équilibre pour l'année 2009, le prix du baril doit être de 70 dollars et les niveaux de production et d'exportations stabilisés sur ceux atteints en 2008.

Nous savons, après la réunion de l'Opep, que nous devons réduire notre production de 200.000 barils/jour et que les prix du pétrole brut seront en moyenne de 30 dollars pour 2009 si l'on en croit les prévisions des différentes agences et banques spécialisées.

Le ministre algérien lui-même table sur des recettes d'exportation de quelque 30 milliards de dollars en 2009, contre 74 milliards de dollars en 2008.

Il faut rappeler d'ailleurs que le pétrole n'est pas seul en cause.

Notre pays, pays gazier avant tout, souffrira aussi de la chute des prix du gaz qui seraient passés de 24 dollars à 14 dollars le million d'unités, si l'on en croit l'ancien P-dg de Sonatrach, Monsieur Abdelmadjid Attar.

Bref, comme nous l'avions déjà écrit plus d'une fois, 2009 et 2010 sont des années d'incertitudes pour l'économie mondiale, bien sûr, mais aussi, bien évidemment, pour notre économie. «Un prix du baril de plus en plus imprévisible» titrait récemment le quotidien français *Le Monde* (in «Bilan du monde» 2009). «Analystes, dirigeants de compagnies pétrolières et responsables politiques pensent que le pétrole n'a pas encore touché le fond», écrit J. M. Bezat.

Les banques d'affaires Merrill Lynch et Goldman Sachs s'attendent à ce que les cours tombent à 30 dol-

lars. La cause de cette baisse est la chute sans précédent depuis 1983 de la demande mondiale.

Trois questions fondamentales nous intéressent au premier chef en tant que pays producteur et exportateur d'hydrocarbures :

1- Quelle sera la durée de la récession économique mondiale ?

2- Comment évoluera la consommation des pays émergents ?

3- Quand la demande de pétrole repartira-t-elle ?

Pour l'heure, les experts sont incapables de répondre à aucune de ces questions.

Il faut noter aussi qu'en 2008, les douze Etats membres de l'Opep (42% du pétrole mondial produit) ont été incapables d'arrêter la chute des cours malgré le retrait du marché de 4,2 millions de baril par jour décidé en septembre et décembre 2008.

L'Arabie Saoudite (13% de la production mondiale) souhaitait un «juste prix» de 75 dollars le baril, l'Iran et le Venezuela fixent ce juste prix à 100 dollars le baril. Mais jusqu'à aujourd'hui force est de constater qu'on atteint péniblement les 40 dollars le baril. «Toutes ces nations «pétro-dépendantes» craignent que leurs recettes subissent la «double peine» d'une baisse de production et des prix, amplifiée par un recul du dollar» (ce dernier subissant les effets d'un déficit public abyssal aux Etats-Unis alimenté par les gigantesques plans de relance de Bush et de Obama).

Dans un tel contexte, est-il prudent de maintenir les niveaux de dépenses publiques prévues dans le plan de relance 2009-2013 et d'y ajouter un

autre programme pour la prochaine mandature annoncée pour une enveloppe globale de 150 milliards de dollars ? A tout cela il faut ajouter, bien sûr, les transferts sociaux qui intéressent le plus directement les Algériens et qui ont atteint en 2008, 11 milliards de dollars.

D'où viendra tout cet argent ? De la fameuse cagnotte engrangée ces dernières années, nous dit-on. Mais alors elle fondra comme neige au soleil et avec elle toute cette stratégique marge de manœuvre difficilement constituée par le pays et qui nous permettait de revenir au souverainisme si cher aux Algériens.

La situation sera d'autant plus difficile à gérer que les dépenses publiques engagées ces dernières années n'ont pas été consacrées aux secteurs productifs et au secteur des entreprises, créateurs tous deux, de valeur ajoutée.

Resserrer les importations, assainir la nomenclature des projets d'équipement financés par l'Etat, rechercher des investissements directs étrangers dans cette conjoncture mondiale déprimée particulièrement dans les pays d'origine de ces idées : il est nécessaire d'arrêter une stratégie de gestion de cette nouvelle situation de crise économique et financière mondiale et arrêter de considérer que «la crise, c'est les autres». Encore une fois, l'enjeu pour l'économie algérienne n'est pas de savoir si on peut ou pas financer nos projets sur les trois années à venir, mais bien d'évaluer les contraintes qui naîtront d'une utilisation trop facile de la cagnotte et donc, encore une fois, d'une perte de la



Par Abdelmadjid Bouzidi  
abdelmadjidbouzidi@yahoo.fr

marge de manœuvre dont le pays dispose actuellement et qui lui permettra de penser sereinement et de manière approfondie les nouveaux choix économiques et surtout de disposer des moyens financiers pour les concrétiser. De même, il faut bien prendre conscience que se refermer sur soi-même, décourager les IDE, revenir aux choix économiques des années 1970 ne doit pas se substituer à la nécessaire lutte contre l'informatisation de l'économie, la fraude et l'évasion fiscales, la consolidation des mécanismes de marché dans l'allocation des ressources même si l'Etat doit renforcer son rôle de régulateur.

Il ne faut donc pas se tromper d'objectifs et pour cela, ouvrir les débats avec les acteurs économiques sur ce qu'il y a lieu de faire.

A. B.

Le Soir sur Internet :  
<http://www.lesoiralgerie.com>  
E-mail : [info@lesoiralgerie.com](mailto:info@lesoiralgerie.com)

## POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

[laalamh@yahoo.fr](mailto:laalamh@yahoo.fr)

[laalamhakim@hotmail.com](mailto:laalamhakim@hotmail.com)



## La fraude a déjà commencé !

D'après des analystes très au fait des élections algériennes, le candidat Loth Bonatiro devrait obtenir un score honorable à la présidentielle.

6,9

Oui ! Je l'écris et le réécris ! La fraude a déjà commencé. Et la victime, c'est Abdekka. Vous avez bien lu ! Abdekka est victime d'une fraude anticipée. Quand j'apprends qu'il n'a réussi à recueillir que 4 millions de signatures, je crie haut et fort à la fraude, à la spoliation de popularité. Il n'est pas possible que cet homme-là n'ait pu réunir que 4 millions de paraphes. Il y a eu du «tikherbichine». Soit des cartons contenant des formulaires de souscription ont été dérobés, volés avant leur remise au Conseil constitutionnel. Soit des sympathisants du très sympathique Boutef' ont été victimes d'une campagne sournoise et parfois violente d'intimidation afin de les dissuader de signer. Je ne vois pas d'autre explication ! Lorsqu'on a l'aura d'un tel candidat, lorsqu'on irradie autant de bonheur patriote et nationaliste, lorsqu'on dégage autant de gentillesse pour son prochain, on ne réunit pas 4 malheureux millions de signatures. C'est 40 millions de signatures, voire 100 millions, voire plus qui auraient dû atterrir sur le bureau du Conseil constitutionnel.

Oui, je sais, d'après les dernières statistiques, la population algérienne ne compterait que 30, voire 33 millions d'habitants à tout casser lors d'émeutes. Qu'importe ! Abdekka suscite de la sympathie même hors du pays. Ils sont des millions d'étrangers à vouloir voter Boutef' le 9. Ne me dites pas non ! J'en connais au moins une au Parti socialiste français. Elle et sa famille voteraient des deux mains pour Boutef'. Alors ? Qui veut nous faire croire que l'immense candidat qu'il est n'a pu obtenir que 4 millions de signatures ? Qui en veut à Si Abdelaziz ? Qui veut attenter à son aura, à son prestige ? Il faut que nous sachions ! La vérité, toute la vérité doit être faite autour de cette grossière manipulation de la sympathie populaire à l'endroit de Boutef'. La fraude ne passera pas ! Que fait donc la commission chargée de superviser les préparatifs du scrutin ? Pourquoi ce silence face à un déni de popularité criant ? Je vais même jusqu'à accuser le ministère de l'Intérieur de passivité complice devant cette atteinte aux droits du candidat Abdekka au plébiscite qu'il mérite. C'est un hold-up ! Je suis tellement outré par ces manœuvres que j'en appelle au boycott de ce scrutin déjà gravement entaché. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.



**Taxe offerte !**

**Journées portes ouvertes**  
Maison de la Culture Mouloud Mammeri - Tizi Ouzou  
du 21 au 26 février 2009  
Contact : 026 22 87 42 / 0555 04 53 48 / 49 / 50 / 55  
Ets. Kocella Abdesselam, agent agréé FAW

**FAW**  
Faw, un partenaire d'avenir.